Noir sur blanc

Jean-Michel Leniaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lha/1016>

DOI : 10.4000/lha.1016

ISSN : 1960-5994

Éditeur

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 5-6

ISSN : 1627-4970

Référence électronique

Jean-Michel Leniaud, « Noir sur blanc », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [En ligne], 36 | 2018, mis en ligne le 08 avril 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/lha/1016> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lha.1016>

« NOIR SUR BLANC »

Ma présence en tant que directeur de thèse, mais qui ne valait pas, on le verra ci-dessous, participation, au jury qui s'est récemment tenu autour de la thèse de Marie-Amélie Tharaud sur *l'Art nouveau à l'Exposition universelle de 1900* m'a inspiré diverses réflexions que je livre aux lecteurs de notre revue de jeunes chercheurs puisqu'elles concernent l'un des moments clé de la recherche universitaire. Depuis deux ans, une réforme nouvelle entre discrètement dans les faits.

En effet, l'arrêté du 25 mai 2016 réformant l'organisation des études doctorales n'a suscité ni commentaires ni réactions ni protestations des universitaires. Accord tacite ? Silence de façade ? Résignation ? En nos temps de surréglementation universitaire dont l'efficacité est probablement inversement proportionnelle à la quantité, elle a fait suite à plusieurs réformes, généralement pas tout à fait mauvaises à défaut de se révéler utiles : la charte des thèses est venue contractualiser les rapports entre un maître (le directeur de thèse) et le doctorant comme si existait désormais un principe d'égalité entre les deux parties, celle qui forme et celle qui se forme. Le comité de suivi de thèse, créé plus tard, avait pour principal objectif de substituer à celui qu'on n'appelait plus « patron de thèse » une sorte de direction collégiale. Avant de nous prononcer sur la tendance qu'indiquent ces deux réformes, ajoutons qu'il y a vingt-cinq ans, les inventeurs de normes universitaires recommandaient aux professeurs d'enseignement supérieur d'inscrire le plus grand nombre possible de doctorants et que, dix ans plus tard, les mêmes, vieilliss mais toujours aux manettes de l'expertise, imposaient non moins péremptoirement l'inverse. À l'époque, les sections du Conseil national des universités tenaient entre les mains de ses membres les avancements des universitaires et les primes d'encadrement doctoral. Ces primes étaient les seules qui, au prix d'une étrange inégalité de traitement au sein de la fonction publique, devaient être justifiées par un épais dossier à la charge du pétitionnaire. Il en va différemment aujourd'hui : le conseil national des universités a été dépouillé de ses prérogatives d'avis consultatif au profit d'une gestion collégiale exercée au sein de chaque établissement en fonction de ses ressources propres – il vaut mieux désormais effectuer des activités doctorales dans une université riche car l'égalité n'est plus de ce monde.

Pour en revenir à la tendance qui se décèle dans la succession des deux mesures indiquées plus haut : la charte des thèses et le comité de suivi de thèse, ceux qui émettraient quelque doute là-dessus n'en n'auront plus à l'exposé de certaines des prescriptions de l'arrêté du 25 mai 2016. Le directeur de thèse, en effet, est désormais exclu, à l'issue de la soutenance, du débat sur la thèse qu'il a dirigé. Certes, il dispose encore de la capacité à proposer les pré-rapporteurs chargés de justifier

l'amenée à soutenance ainsi que les autres membres du jury. Mais ses compétences s'arrêtent là, encore que personne ne lui a disputé jusqu'à présent le devoir d'assurer le secrétariat de la soutenance : remplir le dossier, contacter les jurés, choisir une date, rechercher une salle pour le passage de l'épreuve, entre autres corvées.

Par ces trois prescriptions qui se sont cumulées au fil de ces vingt dernières années, le ministère de l'enseignement supérieur a clairement voulu mettre le directeur de thèse de plus en plus à l'écart. Grand progrès issu d'après mai 68, on avait éliminé dans les années soixante-dix du siècle dernier le mandarinal « patron de thèse », aujourd'hui c'est au tour du successeur de celui-ci, le directeur de thèse, sans doute considéré comme la source de discriminations, de collusions, de corruptions intellectuelles etc. Gageons que, demain, une prochaine réforme supprimera l'expression « directeur de thèse » au profit de « secrétaire de l'équipe d'encadrement doctoral ».

Ainsi aura disparu l'une des caractéristiques essentielles du système universitaire français à son niveau le plus élevé : le perfectionnement, au contact d'un maître, dans l'art de produire du savoir et d'inventer de la pensée¹. La tradition innovante de méthodes de travail sera remplacée par l'art de réinventer la même poudre à intervalles brefs et rapprochés. On mesure ce que cette perspective possède d'égalitaire : seuls surnageront ceux qui, pour une raison ou pour une autre, auront été depuis longtemps informés des règles du jeu.

Au moment où l'Université consent, Dieu sait pourquoi, à perdre petit à petit sa compétence exclusive dans la collation des grades, soit qu'on invente ici ou là de pseudo nouveaux grades, soit qu'on attribue la capacité doctorale à des établissements qui, sans rapports avec l'Université, n'offraient d'autre jusqu'alors que des diplômes d'établissement, la réforme de la direction de thèse conduit infailliblement à la chute qualitative.

Il n'est pas question d'évoquer ici la longue liste des décisions qui l'ont précédée. Tenons-nous-en à ce point : la mise en suspicion des directeurs de thèse porte atteinte au système universitaire tout entier. Aujourd'hui, les professeurs ; demain, les actuels maîtres de conférences devenus professeurs. C'est aussi le jury lui-même qui est soupçonné, par le moyen d'une autre modification : il perd le pouvoir de décerner des mentions.

Car l'arrêté du 25 mai 2016 a inventé le pire – et personne n'a rien dit : les mentions sont supprimées. Encore naguère, il existait quatre niveaux de mention : passable, honorable, très honorable, très honorable avec les félicitations. Désormais, chaque impétrant pourra se prévaloir du titre de docteur sans que le monde extérieur puisse désormais connaître de la qualité du travail qui lui aura valu le titre. Les mieux informés demanderont la production du rapport de thèse mais bien malin sera celui qui, à la lecture de dix à quinze pages écrites en interlignes serrés, saura comprendre les appréciations écrites en langage crypté à l'usage des seuls

1. On pense aussi aux propos d'Umberto Eco, dans *Comment écrire sa thèse* (Paris, Flammarion, 2018, 338 p.) : « N'est-ce pas ce que l'on demande (entre autres) à un maître ? De nous inciter à trouver des idées ? »

pairs. Il est peu probable que cette réforme serve utilement au prestige du plus haut grade que décerne l'université française. Mais elle ne servira pas davantage les étudiants ni la démocratie : dans la marée annuelle des thèses sans mention, seules celles dont les auteurs bénéficient de l'aide de ces réseaux qui font tout disposeront de ces bouées en forme de balise qui leur permettront d'accoster à bon port.

Jusqu'alors, malgré les misères dues aux faiblesses de l'humanité – les petits arrangements, les lâchetés, la perte des illusions, l'extinction de l'enthousiasme, la résignation au profit de l'« à peu près » qui résulte de l'éclipse culturelle dans laquelle nous sommes depuis longtemps plongés –, la thèse française, couronnement d'un dispositif académique patiemment maçonné au fil du temps depuis le Moyen Âge, gardait un prestige incontesté.

Au moment où le trop fameux classement de Shanghai met en évidence l'affaissement du système universitaire financé et administré par la République française, l'arrêté du 25 mai 2016, dont il n'est pas certain que les rédacteurs aient jamais siégé dans un jury, vient ajouter ce qu'il faut de suicidaire pour réduire durablement l'attractivité non seulement des jeunes docteurs sur le marché du travail mais de l'enseignement universitaire qui les produit.

En attendant, Anne Richard-Bazire présente dans les pages qui suivent la seconde partie d'un travail doctoral sur l'architecte Jean-Louis Pascal (voir *Livraison* n° 28), cet architecte dont, à la Bibliothèque nationale de France, rue Vivienne, on détruit l'œuvre sous les yeux de l'Institut national d'histoire de l'art, lequel n'en a jamais protesté.

J.-M. L.